



ARDIL- INFO

ARDIL
Sareikaïna, B.P 77, Tombouctou, MALI
Tel: 223 292.13.05/ 293.10.98
E-mail:
ardil_tombouctou@hotmail.com
ardil_tombouctou@yahoo.fr

Chers Lecteurs :

Appuyer les initiatives des populations à la base demeure le credo de l'ONG ARDIL. Conformément à sa Mission et à sa Vision et en rapport avec ses activités, ARDIL en collaboration avec d'autres partenaires, intervient dans 4 cercles sur 5 de la région de Tombouctou. Dans ce numéro de ARDIL-Info, les activités menées sur le terrain se focalisent sur la décentralisation à travers le Programme d'Appui aux Initiatives Communales et aux Organisations Locales et le Programme de Gouvernance Partagée ; l'éducation à travers le DAP/PRODEC, du micro-entreprise à travers DEMEM/TUP. D'autres informations non moins importantes compléteront ce numéro. Bonne lecture.

Dans cette Édition :	Micro-entreprises : DEMEM/TUP	1
	Éducation à la culture de la paix aux Droits Humains et à la Démocratie.	2
	Alphabétisation et Renforcement des Organisations communautaires	
	Lancement : Programme de Gouvernance Partagée	3
	Cadre d'échanges entre acteurs de la décentralisation	3/ 4

DEMEM / TUP : Lutte contre la pauvreté a travers la création et l'appui aux Micro-Entreprises

Pour prendre part à la lutte contre la pauvreté au Mali, l'ONG américaine Trickle Up Program à travers le Projet de Développement de Micro entreprises au Mali, s'est investie en 6^{ème} région. Le programme soutient les plus pauvres entre les pauvres par l'octroi d'une subvention équivalente à \$100 en deux tranches aux entrepreneurs, des formations en gestion permettant d'outiller les entrepreneurs au démarrage du programme, et en conduisant un suivi rapproché. Parmi les ONGs retenues pour couvrir Tombouctou et ses environs, ARDIL intervient dans les villages de Tassakane, Samdiar et Bariz. ARDIL avait commencé en encadrant 75 entrepreneurs, et continuera avec 100 entrepreneurs en plus pour la seconde série. Les résultats à ce jour ont été très encourageants. La moyenne des bénéficiaires des entrepreneurs encadrés par ARDIL a été de 23 167 FCFA après six semaines d'activité. Les femmes et hommes entrepreneurs ont déjà remarqué des changements substantiels dans leur vie. ■

Entrevue par l'équipe TUP avec une femme entrepreneur encadré par ARDIL, petit commerce (traduis du Sonraï)

Comment comparez-vous votre affaire par rapport aux concurrents ? Si la comparaison est avantageuse, quel est le secret de cette entreprise ?

Je fais un travail sérieux pour attirer la clientèle. Mon produit est de bonne qualité, je participe à plusieurs foires hebdomadaires pour mieux vendre et attirer des clients dans tous les marchés où je vends. Je leur donne de petits cadeaux, je les fais goûter mes produits. Je travaille bien la qualité de mon produit ce qui explique l'abondance de ma clientèle.

Qu'avez-vous retenu comme leçon après la formation ?

La formation m'a fait savoir qu'un travail bien fait se paye toujours. J'ai compris comment acheter et vendre, qu'il faut de la volonté dans son choix, être propre et attentif envers sa clientèle.

A combien s'élèvent vos bénéfices actuels ?

Mes bénéfices mensuels sont de l'ordre de 25 000 FCFA

Pouvez-vous raconter les changements qualitatifs et quantitatifs dans votre vie à ce jour ? Que faites-vous avec l'argent de vos bénéfices ? A-t-il des changements dans les relations avec votre entourage, c'est à dire, avec votre mari, voisins, parents et autres?

J'ai vu beaucoup des signes tel que la liberté [que procure l'accroissement du pouvoir d'achat]; quand on a un objectif c'est beaucoup. Je ne comptabilise pas ce que je donne aux enfants sur mes bénéfices mais je ne vis que de mes bénéfices; ma nourriture j'achète, le savon et les médicaments.

EDUCATION- DAP / PRODEC

Education à la Culture de la paix, aux Droits Humains et à la Démocratie

Du 5 au 7 avril 2004, s'est déroulé le séminaire de validation de matériel didactique pour l'Education à la Culture de la paix, aux Droits Humains et à la Démocratie (ECPDHD) pour les centres d'alphabétisation fonctionnelle, au centre Gabriel Cissé à Ségou.

Etaient présents les Représentants du : MEN; PNUD; UNESCO; DNEB; DNSE; DNET; CNSC; CPS; CNRS; DAP/PRODEC; les DAE et SAF des 8 régions et du District de Bamako ; les Chefs d'antenne DAP et ONG Partenaires des régions de Tombouctou, Gao et Kidal. Cet atelier est l'aboutissement d'un long processus, en effet Après les enquêtes sociologiques menées au niveau des anciens villages couverts par le projet (pour ARDIL/CARE : 4 villages du cercle de Niafunké et 3 villages du cercle de Diré), s'est tenu du 25 août au 13 septembre 2003, l'atelier d'élaboration de ce matériel didactique à Gao.

Trois (3) jours durant les participants se sont penchés sur le manuel élaboré ainsi que les fiches pédagogiques sous la responsabilité du Consultant autour des consignes distribués et négociés. Ces consignes étaient appliqués à : 12 textes sur **les valeurs**. Il s'agit de: 1-Sourgo nda Gabibo (legende); 2-La rêveuse du désert ; 3-L'union fait la force ; 4-Le rêve de Fanta ; 5-L'hospitalité ; 6- Le Pardon ; 7- Le Tamasheq et le Songhoy ; 8- L'Honnêteté ; 9-La Tolérance ; 10-Organisation de Bangou ; 11-L'Habit ne fait pas le musulman ; 12-Le cousinage.

Neuf (9) textes sur **les Droits et Devoirs**. Il s'agit de : 1-Droit à l'Education ; 2-Droit à un environnement propre et sécurisé/ Protéger son environnement ; 3-Droit au Développement Economique Culturel et Religieux/ Devoir de respecter la culture des autres ; 4-Droit au travail/ Devoir d'apprendre un métier ; 5- : Devoir de respecter la loi ; 6-Droit à la vie / Respecter la vie humaine ; 7-Droit à la Liberté ; 8-Droit à la santé/ Devoir de protéger sa santé ; 9-Droit de fonder une famille.

Trois (3) textes sur **la Démocratie** Il s'agit de : 1-Démocratie et Tradition ; 2-Conservation autour d'un mariage ; 3-La construction d'un CSCOM.

Les différents textes ont été repartis entre trois (3) sous-groupes de travail qui se sont penchés sur les contenus des différents thèmes à travers les textes proposés par les concepteurs ainsi que les fiches pédagogiques et les images conçues par les illustrateurs le tout sous la responsabilité du Consultant National.

Après d'amples discussions au niveau des sous-groupes et la synthèse des travaux en plénière, les documents ont été adoptés sous réserve des amendements et des recommandations formulés par les participants aussi bien sur le fond, la forme et les illustrations des différents documents élaborés par le Consultant National. ■

PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES COMMUNALES ET AUX ORG. LOCALES

Alphabétisation et Renforcement des organisations communautaires

Le plan d'animation pour cette période en cours a surtout porté sur des critères importants tels que les Statuts et Règlement Intérieur, le choix et le mandat des responsables, le processus d'acquisition du récépissé entre autres.

L'alphabétisation, dans la stratégie de renforcement de capacités des Organisations Communautaires, constitue un maillon essentiel dans l'appropriation des activités du Programme d'Appui aux Initiatives Communales et aux Organisations Locales (PAICOL). En effet tout en recevant des connaissances nouvelles, ils apprécient toute l'importance de leur participation dans la vie de la commune; ainsi ils peuvent mieux capitaliser les acquis. Aussi, à travers la zone d'intervention, 22 centres d'apprentissage en alphabétisation appliquée aux thèmes essentiels de renforcement, regroupant 10 OCs et 31 GMJT (groupements d'épargne/crédit) sont ouverts et opérationnels. Quelques éléments comparatifs prouvent à suffisance la pertinence de cette formation : dans 5/11 centres les auditeurs sont des analphabètes complètes, autrement dit ne sauront atteindre un certain niveau institutionnel sans une formation de base qui

favoriserait l'appropriation des activités/acquis ; le taux de fréquentation moyen est de 89 % pour les femmes et de 100% pour les hommes : donc la mobilisation sociale est d'un très bon niveau.

Les groupes encadrés, cibles des interventions, ont un âge moyen de 28 ans; ils matérialisent la couche sociale du développement local. ■



– PROGRAMME DE GOUVERNANCE PARTAGEE – PGP –

Le Programme de Gouvernance Partagée a vu son lancement le vendredi 02/04/04 à l'Assemblée Régionale Tombouctou. Pour aider l'USAID/Mali dans la mise en œuvre du Projet de Consolidation du Système de Gouvernance Décentralisée au Mali, Management System International a réuni une excellente équipe de terrain.

Piloté par La Direction Nationale des collectivités Territoriales (DNCT) du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales (MATCL), l'objectif de l'Equipe **MSI/CARE/Save the Children /Koni-Expertise** est de « *faire des contributions concrètes et mesurables à la réalisation de l'objectif stratégique 8 de l'USAID/Mali* » pour aboutir à des niveaux plus élevés de participation à la gouvernance locale, où les acteurs sont plus aptes à prendre des initiatives et à gérer des ressources dans un nouvel environnement favorable à la consolidation de la gouvernance démocratique partagée.

L'exécution du programme se fera dans le cadre de 3 composantes principales liées les unes aux autres et correspondant aux trois objectifs spécifiques précisés ci-dessus :

COMPOSANTE I- Développer la participation et le partenariat au niveau local entre les acteurs communaux.
COMPOSANTE II- Renforcement des systèmes et procédures de gestion financière au niveau de la commune
COMPOSANTE III- Renforcement de l'environnement macro-politique générateur de capacités pour la consolidation de la décentralisation.

Le projet fait partie de l'articulation de l'objectif stratégique 8 de l'USAID/Mali. Cet objectif stratégique est libellé comme suit : « consolider un système de gouvernance démocratique partagée à l'aide de la décentralisation. ».

Objectif stratégique 1 : La participation civique et les partenariats entre les élus communaux, l'administration locale et les autres acteurs communaux se sont améliorés de façon très significative dans les communes cibles.

Objectif stratégique 2 : Les communes cibles améliorent la mobilisation de leurs ressources et leur responsabilité financière à travers l'usage de systèmes standardisés de gestion financière et l'implication des citoyens.

Objectif stratégique 3 : les acteurs cibles contribuent au renforcement de l'environnement macro-politique national pour la décentralisation.

Le projet MSI couvrira **250** communes réparties dans **33** cercles, du District de Bamako et d'autres régions du pays.

Au niveau de la région de Tombouctou : **27** communes, dans les cercles de Diré, Goundam, Niafunké et Tombouctou, sont concernées. ■

Communes de la région de Tombouctou partenaires du Programme de Gouvernance Partagée (PGP) couvertes par ARDIL

Cercle de Diré : Bourem Sidi Amar, Dangha, Diré, Garbakoira, Kirchamba, Saréyamou, Tienkour, Haibongo
Cercle de Niafunké : Soboundou, Fittouga, Léré, N'gorkou, Banikane Narhawa, Koumaira

PAICOL : Cadre d'échange entre les acteurs de la décentralisation

Les cadres d'échange se composent d'un forum de communication entre élus et agents communaux, services techniques, leaders communautaires, citoyens et animateurs radios sur une politique sectorielle du gouvernement, telle que la gouvernance démocratique. Il permet de : faciliter la compréhension de plans de développement communaux, à travers la mise en place des services sociaux de base à long terme ; faciliter la pertinence des réalisations dans la satisfaction des besoins/droits des groupes cibles ; renforcer la participation communautaire ; appuyer les investissements de la commune cas par cas.

Cadre d'échanges de Bourem: la politique sectorielle de santé

Le cadre a regroupé 54 personnes le jeudi 11 mars 2004, sous la présidence du maire de la commune. Les participants étaient des élus, agents communaux, autorités villageoises et leaders communautaires, représentants des services techniques, de Care Mali, de CAID et ARDIL. Le cadre traitait la politique sanitaire en général et le thème spécifique de la fréquentation cas du CSCom de Bourem. Il fut animé par le médecin- chef du centre de santé de référence et le chef du service de développement social et de l'économie solidaire de Diré.

Les animations ont porté sur les points suivants : les grands axes de la politique sanitaire du Mali (PRODESS) ; la place des CSCom dans la politique sanitaire du Mali ; les prestations du CSCom ; le rôle de l'ASACO ; le rôle de la population dans le fonctionnement d'un CSCom ; le processus de mise en place d'un CSCom ; le Poste Avancé de Santé et ses relations avec le CSCom ; les relations entre CSCom et Centre de Santé de Référence ; quelques données statistiques sur Bourem ; les difficultés du PRODESS dans le cercle de Diré.

[cont. PAICOL : Cadre d'échange entre les acteurs de la décentralisation]

Cadre d'échanges de Essakane : la politique sectorielle de l'éducation

Le cadre a regroupé le 30 mars 2004, sous la présidence du maire de la commune, participants composés d'élus, d'agents communaux, d'autorités villageoises et leaders communautaires, de représentants des services techniques, Word Education et ARDIL sur la politique sectorielle de l'éducation en général et le thème spécifique de la scolarisation et de la fréquentation scolaire en milieu nomade : cas de la commune d'Essakane qui est animé par le directeur de CAP de Goundam.

L'intervention de l'animateur a porté sur : le sens même de l'éducation/ l'école ; la gestion de l'école ; les besoins de l'école (salles de classes, fournitures scolaires, élèves et enseignants) ; les acteurs de l'école (commune, directeur d'école, l'APE, la société civile, le comité de gestion scolaire, les partenaires techniques et financiers et l'Etat) ; le rôle des acteurs ; quelques données statistiques sur Essakane.

Au niveau des 2 cadres, après les exposés des différents animateurs, des questions ont été posées par les participants sur des problèmes de l'éducation des filles et de la gestion des écoles. Les clarifications et discussions ont été facilitées également par le directeur de CAP de Goundam, et enrichies par tous les participants. ■



LES RADIOS LOCALES A L'ECOLE DES DROITS HUMAINS

Du 20 au 24 Avril 2004, s'est tenu dans la salle de réunion du cercle de Niafunké, un atelier de formation sur les Droits Humains.

Ont bénéficié de cette formation 12 animateurs des radios Issa Ber de Niafunké, Bingha de Diré, Jamana et Bouctou de Tombouctou.

Cet atelier organisé par l'ONG ARDIL en partenariat avec CARE International au Mali et CAID, dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Programme d'Appui aux Initiatives Communales et aux Organisations Locales, vise à renforcer les capacités des animateurs des radios partenaires du programme en matière de Droits Humains.

B o n à s a v o i r

Nous voudrions vous rappeler, que ARDIL et son équipe de rédaction seront heureux de recevoir vos critiques et suggestions pour l'amélioration qualitative de notre bien commun ARDIL-Info. SVP veuillez nous contacter aux adresses ci-dessous.

Avez vous reçus tous nos ARDIL-Info ? Voulez-vous en savoir plus sur ARDIL ? Vous pouvez retrouver tous les ARDIL-Info ainsi que nos deux derniers rapports annuels sur le site web: www.is-mali.com en cliquant sur partenaires, et ensuite sur ARDIL.

EQUIPE DE REDACTION :

Equipe ARDIL

RESPONSABLE :

Bassandi Adiawiakoye

Rédacteur en Chef :

Abdel Hamid Maïga

ARDIL: Sareikaina, B.P 77, Tombouctou, MALI
Tel: 292.13.05/ 293.10.98

E-mail: ardil_tombouctou@hotmail.com
ardil_tombouctou@yahoo.fr